

Quand on veut vendre de l'assurance ou même réussir en affaires, il faut mériter la confiance de ses clients. Que je sache, personne n'a jamais réussi en affaires ou en diplomatie à coups de pied, à moins d'être une brute et de rouer son homme de coups au point où il ne peut plus se relever. Les Canadiens ne croient pas en ce genre de diplomatie. Nous ne devons pas oublier que M. Trudeau a déclaré que nous couchions avec un éléphant. Pour ma part, je ne voudrais pas donner un croc-en-jambe à un éléphant, notamment si je voulais être en bons termes avec lui. Je ne pense pas que le premier ministre (M. Trudeau) soit de cet avis, même si cela est bien reçu en pleine campagne électorale. C'est peut-être une façon facile d'obtenir des votes, mais flanquer aux États-Unis un coup de pied quelque part ne règle rien. Certains dirigeants ont tenté de le faire durant des années. Des dictateurs ont suivi cette ligne de conduite pour fomenter la haine.

M. Zink ajoute:

Ces coups étaient censés être particulièrement douloureux dans les secteurs vulnérables de la défense étrangère et des politiques commerciales.

Brochant sur le tout, certains des ministres de M. Trudeau (par exemple Joe Greene dans son discours à Denver) se sont ingénies à doubler leurs torts d'un affront.

Il y a là, selon moi, une incroyable aussi énorme que l'embouchure du Saint-Laurent et chacun sait que ce fleuve est très pollué. Ce ministre pollue le courant économique canadien tout autant que ne l'est notre environnement.

M. Zink poursuit en déclarant:

Mais le gouvernement Trudeau, qui a eu la folie de tout mettre en œuvre pour aider les régimes totalitaires à forcer les É.-U. à se retrancher dans un isolement politique et stratégique, dépêche à Washington une délégation pour demander l'exemption des restrictions à l'importation annoncées par M. Nixon en invoquant l'interdépendance et, à toutes fins utiles, l'indivisibilité de nos deux économies.

Dans le *Financial Times* du 23 août 1971, M. Kipling écrivait:

Nous avons appris de sources bien informées que le gouvernement ne pouvait faire autrement que de dépêcher une mission à Washington pour protester et plaider la cause du Canada. Ne rien faire semblait politiquement désastreux; quémander le chapeau à la main aurait été humiliant et inutile; faire des menaces risquait d'entraîner une guerre commerciale.

Permettez-moi de citer maintenant ce que M. Malcolm Montgomery de Toronto disait dans une lettre publiée dans le *Globe and Mail* le 20 août 1971:

Il est difficile de comprendre comment les dirigeants de nos deux pays pourraient travailler dans un esprit de collaboration amicale sans contacts personnels.

Depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, j'ai maintes fois demandé s'il était disposé à inviter le président des États-Unis. Depuis que je suis ici, nous avons eu le privilège et le plaisir d'accueillir M. Eisenhower, dont la visite nous a permis de régler bon nombre de nos problèmes économiques. Nous avons ensuite reçu feu le président Kennedy. Je pourrais vérifier dans le hansom les dates précises où j'ai posé ma question. On constaterait que le premier ministre a écarté la suggestion et a dit non. Maintenant, le gouvernement se met à genoux pour supplier le président de nous rendre visite.

[M. Woolliams.]

M. Montgomery continue sa lettre en ces termes:

Le premier ministre Trudeau semble s'affairer à organiser des voyages en Chine, en Russie, en Yougoslavie et aux Antilles. Pourtant, il ne trouve pas le temps de se rendre à Washington.

Le président Nixon a remis notre gouvernement d'Ottawa en face des réalités de la vie. Notre gouvernement ne peut se prétendre nationaliste et anti-américain à un certain moment et farouchement nord-américain l'instant d'après. Les rapports d'amitié ne sont pas unilatéraux.

Le gouvernement doit aplanir ses difficultés et régler diplomatiquement, logiquement et économiquement ses problèmes avec les États-Unis. Nous leur avons maintes fois demandé des exemptions fiscales et nous avons reçu un bon accueil. Les réussites du passé sont l'œuvre de la diplomatie. Le gouvernement ferait peut-être bien de recruter l'aide d'un ancien chef, M. Pearson. C'était un diplomate qui savait trouver des solutions sans insulter qui que ce soit. Nous ne pouvons nous adresser aux États-Unis comme l'a fait le premier ministre actuel et envoyer ensuite nos émissaires chapeau à la main à Washington en espérant trouver une solution.

**Une voix:** Peut-être devrions-nous y envoyer Dief.

**L'hon. M. Stanfield:** Flanquons-les dehors. Peu importe Ben, envoyons-le là-bas en permanence.

**M. Woolliams:** Si 80 millions de dollars peuvent nous apporter la solution, c'est alors une goutte d'eau dans la mer. Si le gouvernement croit que c'est vraiment là la solution, pourquoi alors établir le montant à 80 millions? Si nous pouvons nous permettre de dépenser 600 ou 700 millions de dollars pour établir un projet d'utilité publique, pourquoi ne pas en dépenser plus pour celui-ci et conserver aux Canadiens leurs emplois et assurer la survivance de nos industries pour les générations futures. Lorsque nous entendons dire qu'il se pourrait que d'ici trois mois il y ait 10,000 chômeurs de plus dans telle région, et 10,000 encore dans telle autre, et qu'à côté de cela nous parlons d'un chiffre de 80 millions de dollars, en vue de stimuler l'industrie ce qui est tout à fait acceptable car il en coûtera davantage en bien-être social pour les sans-travail. J'aimerais savoir cet après-midi ce que coûte le montant d'ailleurs invérifiable pour le moment de l'assistance sociale à Vancouver, à Calgary, à Edmonton, à Winnipeg, à Toronto, à Montréal, à Halifax, à Hamilton, et dans toutes les autres agglomérations du Canada. Si ce chiffre n'égale pas d'ici quelques mois le montant de l'offre actuelle du gouvernement à l'industrie, je crois que je pourrais appuyer l'affirmation selon laquelle ce programme n'est qu'une goutte d'eau dans la mer. Le gouvernement a pour ainsi dire terrorisé l'industrie, pendant trois ans, avec ses projets de réforme fiscale. Après avoir laissé entendre que l'imposition serait plus sévère, il a fait marche arrière et a produit un projet de loi que, pour emprunter les termes de l'Association canadienne du Barreau, Dieu seul pourrait comprendre. Voilà l'atmosphère dans laquelle se traitent les affaires aujourd'hui.

● (4:00 p.m.)

Bien des difficultés qui opposent le patronat et le salariat et bien des problèmes relatifs à la concurrence mondiale et au secteur industriel du Canada auraient trouvé leur solution si le gouvernement avait accordé des abattements et des stimulants fiscaux aux industries. En fait, le gouvernement n'assumera pas la responsabilité de ce programme mesquin. Il s'en remettra à une commis-